DOSSIER PAYS

N° 48
SEPTEMBRE 2019

LIBAN

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 2

INTRODUCTION 5

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE AU LIBAN 6

1. Présentation de l'enseignement supérieur libanais
2. La recherche au Liban

L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBANAIS 10

LES DISPOSITIFS D'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE AU LIBAN 14

1. La mobilité des étudiants libanais vers la France
2. La Francophonie et l'enseignement du français au Liban
3. Le réseau de coopération

LA COOPÉRATION BILATÉRALE UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE 17

1. Les quatre axes de la nouvelle stratégie de coopération universitaire et scientifique
2. Les instruments de la coopération scientifique
3. Valorisation et structuration de la recherche

Placé sous la tutelle des ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Campus France a pour principales missions la promotion de l'enseignement supérieur français à l'étranger, l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers en France et la gestion des boursiers des gouvernements français et étrangers.

L'ensemble des publications est disponible sur le site de Campus France dans l'espace documentaire.

AVANT-PROPOS

Bruno Foucher,
Ambassadeur de France au Liban

Les relations universitaires et scientifiques entre la France et le Liban sont historiques, et elles continuent à se développer chaque année grâce à de nouveaux échanges de chercheurs, d'enseignants et d'étudiants, que nous soutenons. La France reste le premier pays d'accueil pour les étudiants libanais avec près de 5 500 élèves en 2019. Nos deux pays sont liés par 500 partenariats universitaires bilatéraux. Avec 90% des cotutelles de thèses libanaises réalisées en partenariat avec une université française, c'est au niveau doctoral que cette collaboration est la plus étroite.

Cette mobilité est facilitée par le partage d'une langue commune dont l'apprentissage s'accomplit au Liban aussi bien dans le secteur public que privé, notamment à travers les réseaux d'écoles à programme français et d'établissements francophones labellisés, qui forment actuellement près de 100 000 élèves et qui ne cessent de s'agrandir. Plus de la moitié des élèves libanais fréquentent des écoles où l'enseignement est dispensé en français et en arabe. De même, de nombreuses universités libanaises dispensent des enseignements en français.

Pour préserver cet héritage francophone, renforcer ces échanges et améliorer les conditions d'accueil des étudiants souhaitant poursuivre leurs études en France, notre espace Campus France à Beyrouth a été rénové en 2018. Nous avons également renforcé nos dispositifs de bourses, avec par exemple la création du programme national « Make Our Planet Great Again » destiné aux chercheurs travaillant sur la lutte contre le dérèglement climatique, ou encore la transformation de notre programme pour le Liban SAFAR, qui propose chaque année à des dizaines de jeunes chercheurs des bourses doctorales de trois ans cofinancées avec nos partenaires universitaires.

Nous sommes conscients que le paysage universitaire mondial et libanais est en constante évolution, et que nous devons nous renouveler pour que les projets franco-libanais de recherche continuent à émerger et à se positionner à la pointe de la compétition internationale en matière de recherche.

Nous comptons beaucoup sur notre programme phare de soutien à la recherche, le partenariat Hubert Curien CEDRE, cofinancé par la France et le Liban, dont nous avons célébré le succès cette année avec la journée « Parlez-Moi Recherche ». Son objectif est de développer des échanges scientifiques et technologiques d'excellence entre laboratoires français et libanais, en accordant une attention toute particulière aux jeunes chercheurs – 85% des projets soutenus intègrent au moins un doctorant – et à la pluridisciplinarité.

Nous renouveler, c'est aussi organiser des moments de rencontres pour renouveler ce « réflexe » franco-libanais. C'est pour cette raison que nous organisons les 17, 18 et 19 octobre à l'École supérieure des Affaires le salon « Destination France ». Cet évènement comprendra deux volets : d'une part, des rencontres universitaires, qui ont pour objectif de lancer de nouvelles collaborations, et d'autre part, un salon ouvert au public, avec une priorité bien sûr pour les élèves des écoles homologuées ou labellisées.

Enfin, afin de maintenir le lien avec les anciens étudiants en France, nous avons relancé en 2018 le réseau France Alumni en co-organisant plusieurs manifestations marquantes avec des associations d'alumni, afin de créer un dialogue entre les communautés économique, scientifique et étudiante au Liban.

Si la France est aujourd'hui le premier partenaire universitaire du Liban c'est parce que notre coopération scientifique et universitaire est au cœur du partenariat d'excellence qui unit nos deux pays. Structurée autour de la mise en réseau, de la recherche et de l'innovation, notre ambition sera toujours d'offrir aux étudiants et aux chercheurs les meilleurs parcours de réussite.

Informations clés

DONNÉES GÉNÉRALES

- Nom officiel : République libanaise
- Superficie : 10 452 km²
- Capitale : Beyrouth
- Villes principales : Beyrouth, Tripoli, Saïda, Tyr, Zahlé
- Langue officielle : l'arabe (depuis 1943). Statut particulier du français : membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), langue encore utilisée dans l'administration, large réseau d'établissements scolaires et universitaires francophones.
- Langues courantes : arabe libanais, français, anglais

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

- Population : 6,1 millions dont 949 700 réfugiés en 2018, en grande partie syriens, mais aussi palestiniens (2018, FMI et UNHCR)
- Densité : 670 hab./km2 (2018, Banque mondiale)
- Croissance démographique : 0,54% (2018, Banque mondiale)
- Taux d'urbanisation : 0,7% par an (2018, Banque mondiale)
- Indice de développement humain : 0,757 classé 80e mondial (2018, PNUD)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

- PIB (en USD courants) : 56,4 milliards (2018, FMI)
- PIB par habitant (en USD courants) : 9 260 (2018, FMI)
- Taux de croissance : 0,2% (2018, FMI)
- Population active : 2 506 711 (2018, Banque mondiale)
- Taux de chômage : 6,2% (2018, Banque mondiale)

ÉDUCATION ET RECHERCHE

- Nombre d'étudiants au Liban : 221 159 (2018, UNESCO)
- Étudiants libanais en mobilité internationale : 16 929 (2017, UNESCO)
- Étudiants internationaux au Liban : 19 670 (2017, UNESCO)

Vieille ville de Tripoli.

INTRODUCTION

Bordé par Israël au sud et la Syrie à l'est, le Liban est le plus petit État du Proche-Orient. Sa situation au bord de la Méditerranée est privilégiée : dès la fin du IVe millénaire avant J.-C., les cités-États phéniciennes de Beyrouth, Byblos, Tyr et Sidon constituaient d'importants comptoirs commerciaux entre la Grèce antique et les empires du croissant fertile[1]. Aujourd'hui encore, le Liban est un lieu d'échanges et d'ouverture.

Le système politique libanais

L'État libanais, indépendant depuis 1943, a conservé les institutions politiques léguées par la France. La langue officielle est l'arabe, qui est parlé par la majorité de la population. Le français et l'anglais sont également très couramment employés, notamment dans les médias, le système éducatif ou les échanges commerciaux.

Composé de multiples confessions dont dix-huit institutionnellement reconnues, le pays se distingue par un système politique particulier. La démocratie représentative libanaise se structure sur une base confessionnelle. Par convention depuis l'accord du Taëf (1989), le président de la République est chrétien maronite, le président du Conseil des ministres est sunnite, tandis que le président du Parlement est chiite.

Bien que le pays du Cèdre soit relativement pauvre en ressources naturelles, les Libanais sont en moyenne très qualifiés, ce qui permet un certain essor économique. Les tensions géopolitiques régionales limitent toutefois la croissance économique et expliquent le léger déclin observé depuis 2015. De même, l'arrivée de près d'un million de déplacés constitue un véritable défi pour le pays. L'apaisement du conflit syrien et le retour du tourisme laissent cependant présager de bonnes perspectives économiques à l'avenir.

L'amitié franco-libanaise

La France et le Liban nourrissent une amitié de longue date. Les échanges universitaires et commerciaux entre les deux pays font de la France l'un des partenaires principaux du Liban. Ce sont les universités françaises qui attirent le plus d'étudiants libanais en mobilité diplômante (4 300), loin devant les Émirats arabes unis (1 600), les États-Unis et l'Arabie saoudite (1 400).

En avril 2018, Paris a accueilli la Conférence économique pour le développement du Liban par les réformes et avec les entreprises (CEDRE). Celle-ci a pour objectif de soutenir le redressement économique, la croissance et l'emploi au Liban. La conférence a réuni le président de la République française, le président du Conseil des ministres libanais, plus de 50 représentants d'États et d'organisations internationales ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile. Les conditions actuelles, très favorables à un rapprochement de la France et du Liban, laissent présager un renforcement de la mobilité des étudiants et de la coopération scientifique dans les années à venir.

LE LIBAN EN QUELQUES DATES

1516
Les Ottomans ravissent aux Mamelouks égyptiens toute la Méditerranée orientale. Le Liban actuel fait partie de la province syrienne de l'Empire ottoman jusqu'en 1918.

1866
Fondation de l'Université américaine de Beyrouth (AUB).

1875
Fondation de l'Université Saint-Joseph (USJ).

22 novembre 1943
Indépendance du Liban et fin du protectorat français débuté en 1920.

1961
Adoption de la loi sur l'enseignement supérieur, qui consacre la liberté de l'enseignement supérieur privé.

1970
Après les évènements du Septembre noir en Jordanie, de nombreux Palestiniens se rendent au Liban, dont certaines organisations armées comme l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

1975-1990
Guerre civile libanaise au terme de laquelle le système d'enseignement supérieur, son fonctionnement et ses capacités humaines sont altérées.

1993
Adoption de la loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur et création du ministère de la Culture et de l'Enseignement supérieur.

2000
Création du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban.

2016
Michel Aoun, soutenu par le Hezbollah, est élu président de la République. Il nomme Saad Hariri, représentant du camp sunnite, au poste de président du Conseil des ministres (l'équivalent de Premier ministre).

1- Dumont, Gérard-François, « Les populations du Liban », *Outre-Terre*, vol. 4, n°13, 2005, pp.419-445.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE AU LIBAN

1. Présentation de l'enseignement supérieur libanais

Les deux premières universités libanaises voient le jour à la fin du XIXe siècle : l'Université américaine de Beyrouth, fondée en 1866 sous le nom de *Syrian Protestant College*, et l'Université Saint-Joseph en 1875. Ces deux établissements privés sont calqués sur le modèle d'universités étrangères. L'enseignement se fait alors en français, en anglais ou en arabe. Avec l'Université libano-américaine fondée en 1924, ces universités représentent l'ensemble de l'enseignement supérieur libanais jusqu'en 1951, date de création de la première université d'État, l'Université libanaise (UL). À partir des années 1960, deux autres universités voient le jour : l'Université arabe de Beyrouth, étroitement liée à l'Université d'Alexandrie en Égypte, et l'Université Saint-Esprit de Kaslik.

Multiplication des établissements d'enseignement supérieur privés

La loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur privé adoptée en 1961 permet à l'État libanais d'encadrer la création d'établissements d'enseignement supérieur privé par l'intermédiaire du Conseil de l'Enseignement supérieur. Il a fallu toutefois attendre la fin de la guerre civile (1975-1990) pour que l'enseignement supérieur libanais connaisse une expansion fulgurante. L'augmentation de la population étudiante a entraîné une multiplication de l'offre de formations universitaires ainsi que la création de nouvelles institutions privées.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBANAIS EN QUELQUES CHIFFRES (2019)

- 51 établissements d'enseignement supérieur reconnus par l'État libanais dont une université publique, 41 universités privées, neuf collèges universitaires et instituts dont deux instituts universitaires de technologie (IUT) autonomes.
- 165 spécialités universitaires.
- Environ 200 000 étudiants avec près de 12% d'étudiants étrangers[1].
- Les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes (55% des effectifs)[2].

À l'exception de l'UL, l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur sont privés. Jusqu'en 2005, l'UL accueillait plus de la moitié de la population étudiante. La répartition des étudiants entre le secteur public et le secteur privé s'est inversée ces dernières années avec la multiplication du nombre d'établissements privés : **en 2019, l'UL n'accueille plus que 38% de la population étudiante, soit tout de même 80 000 étudiants.**

L'UNIVERSITÉ LIBANAISE (UL)

Fondée en 1951, l'UL est composée de 19 facultés. Elle jouit depuis 1967 d'une autonomie administrative et financière, tout en restant sous la tutelle du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Le budget de l'université provient essentiellement des fonds de l'État.

L'offre de formation est diversifiée et l'enseignement est dispensé en trois langues : arabe, français et anglais. Les matières scientifiques sont toutes enseignées en français ou en anglais et, dans la majorité des départements, il existe au moins une filière en français.

L'UL est implantée dans cinq centres urbains : Grand Beyrouth, Zahlé, Tripoli, Saïda et Nabatieh. L'Agence française de développement (AFD) financera la construction d'un nouveau campus universitaire à Zahlé. Ce site permettra à l'UL d'améliorer les conditions d'accueil des étudiants dans la Beqaa[3]. L'établissement public a mis en place des partenariats avec les universités étrangères, notamment arabophones et francophones.

La structuration de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur au Liban est complexe. Jusqu'à la fin des années 1990, les universités au Liban étaient gérées par des communautés d'appartenances religieuses, culturelles ou linguistiques (financement et administration). Désormais, toute université dispose d'un conseil d'administration qui supervise les activités du conseil de l'université et de son président. Quant au management financier, administratif ou académique, il relève du conseil de l'université. Les universités ont joui d'une autonomie quasi-totale jusqu'en 2014 : en dehors de la licence de droit, il n'existait pas de diplôme d'État libanais. Une loi régulant l'enseignement supérieur a alors été ratifiée par parlement libanais. Le rôle de l'État se limite toutefois à l'octroi d'équivalences et à la reconnaissance des diplômes déjà en place.

1- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban (MEES).
2- Institut statistique de l'UNESCO (ISU), août 2019.
3- Vallée située dans la partie orientale du Liban.

Diplômes proposés par type d'établissement libanais

	Modèle français	Modèle américain
Premier cycle	Diplôme universitaire de technologie (DUT, 2 ans) Diplôme d'études universitaires générales (DEUG, 2 ans)	*Associate's degree* (2 ans)
	Diplôme de licence (3 ans)	
Deuxième cycle	Maîtrise (1 an après une licence)	*Bachelor degree* (4 ans)
	Diplôme d'études supérieures (DES, 2 ans après une licence) Master de recherche (2 ans après une licence) Master professionnel (2 ans après une licence)	*Master's degree* (1 à 2 ans)
	Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS, 1 an après une maîtrise)	
Troisième cycle	Doctorat	*Doctoral degree*

Le système est divisé pour l'essentiel entre des institutions structurées sur les modèles universitaires français et américain. D'autres établissements mélangent les deux modèles, incorporent des éléments d'inspiration arabe ou égyptienne, ou encore, pour certains, s'inspirent du modèle des établissements allemands ou canadiens. L'éventail des formations se décline selon les langues d'enseignement et les titres de de diplômes, relativement peu unifiés.

La langue d'enseignement est généralement le français, l'anglais ou l'arabe. La langue administrative de l'université peut différer de la langue d'enseignement : une université structurée sur le modèle d'un établissement français peut par exemple dispenser des cours en anglais (par exemple l'UL). D'autres universités peuvent éditer les relevés de notes en anglais en faisant référence à un programme de bachelor tout en décernant un « grade de licence ». Parallèlement, une université suivant le modèle français peut très bien délivrer un *Bachelor of Arts*. Chaque établissement universitaire délivre ainsi ses propres diplômes.

Depuis 2005, les établissements libanais se réfèrent de plus en plus à une structure en trois cycles d'étude correspondant au processus de Bologne (licence, master, doctorat) ou au système américain (bachelor, master, doctorat). Afin de rendre cohérente la diversité des modèles d'enseignement, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban (MEES) a mis en place un comité d'équivalence qui reconnaît les certificats, les équivalences et propose un programme pédagogique aux universités.

Dans les établissements libanais, un programme de premier cycle de trois ans permet d'obtenir 99 crédits tandis que les programmes de quatre ans équivalent à 144 crédits. Néanmoins, les établissements qui appliquent le processus de Bologne partent sur une base de 180 ECTS (European Credit Transfer System).

On note par ailleurs une influence croissante du système anglo-saxon et une progression de l'anglais comme langue d'enseignement.

La qualité de l'enseignement

Dans la logique d'internationalisation des universités qui prévaut aujourd'hui, les établissements d'enseignement supérieur libanais se sont fortement engagés dans des démarches qualité et certification.

La Direction générale de l'Enseignement supérieur (DGES), créée en 2002, exerce un contrôle sur la qualité de toutes les formations. Une commission encadre les formations d'ingénieurs, tandis qu'une autre réglemente les formations en santé publique et les examens nationaux obligatoires pour toutes les spécialités médicales et paramédicales, notamment pour l'obtention de l'autorisation de pratiquer. Tous les programmes et les institutions sont habilités par une commission nationale, le Comité technique, placée sous l'autorité du Conseil de l'Enseignement supérieur.

Un projet de loi est en cours de ratification au parlement libanais pour la création d'une agence nationale d'assurance qualité. C'est également une priorité pour l'Ambassade de France au Liban. Depuis le printemps

LES RÉFUGIÉS SYRIENS ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBANAIS

Avec près d'un million de réfugiés syriens, le Liban fait face à un défi humain sans précédent. Les cursus en langue française posent des difficultés à l'intégration des réfugiés syriens arabophones dans l'enseignement supérieur. Les Syriens inscrits dans l'enseignement supérieur le sont généralement à l'UL, la seule université publique du pays.

Des programmes d'accompagnement des réfugiés dans la poursuite de leurs études au Liban existent. Le projet HOPES *(Higher and Further Education Opportunities and Perspectives for Syrians)* financé par le Fonds fiduciaire régional de l'Union Européenne en réponse à la crise syrienne (« Fonds Madad ») vise à aider les réfugiés syriens et les jeunes des communautés hôtes à accéder à l'enseignement supérieur dans les pays voisins de la Syrie (Egypte, Irak, Jordanie, Liban, Turquie) au travers de bourses d'études, de formations linguistiques, d'actions institutionnelles et d'évènements de dialogue politique. Cette action d'une durée de 43 mois, est financée à hauteur de 12 millions d'euros et est mise en œuvre par un consortium européen composé du DAAD, de Campus France, du British Council et du Nuffic. L'action de Campus France porte spécifiquement sur le volet « Dialogue politique et actions de communication » (création d'outils de communication et organisation d'événements de dialogue politique dans la région). Au total, 620 bourses ont été attribuées dont 235 au Liban.

Le programme Accueil et intégration des migrants dans l'enseignement supérieur (AIMES) permet d'accueillir des réfugiés en France, mais il finance également trois projets au Liban en 2017-2018.

FUNDED BY THE EUROPEAN UNION
EU REGIONAL TRUST FUND 'MADAD'
الصندوق الاستئماني الأوروبي "مدد"

HOPES
HIGHER AND FURTHER EDUCATION OPPORTUNITIES & PERSPECTIVES FOR SYRIANS

2017, le Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (Hcéres) intervient auprès des universités libanaises pour une démarche qualité « à la française » avec le soutien de l'Ambassade de France au Liban. En 2018, plusieurs institutions ont déjà été accréditées, notamment l'UL et l'Université islamique du Liban.

Une dizaine d'établissements figurent dans les classements internationaux. Les universités privées, et en particulier l'Université américaine de Beyrouth et l'Université Saint-Joseph, sont reconnue internationalement. L'AUB apparait dans les classements du Times Higher Education et serait même la deuxième université du monde arabe. L'AUB, l'USJ ainsi que l'Université Libano-Américaine sont présentes dans le QS World University Ranking.

L'accès à l'enseignement supérieur libanais

Le baccalauréat libanais général ou technologique est l'unique condition d'accès à l'enseignement supérieur libanais. Le système de notation au Liban est le même qu'en France (de 0 à 20). Il faut donc avoir au moins 10 sur 20. Le baccalauréat ne donne cependant accès qu'à l'unique établissement public : l'UL.

Les autres établissements peuvent utiliser des prérequis en langue ou autre que le baccalauréat ; ainsi, de nombreuses universités utilisent un test en mathématiques et en sciences pour sélectionner les primo-entrants. Les universités basées sur le modèle américain peuvent sélectionner sur la base de tests comme le Test of English as a Foreign Language (TOEFL)[4] ou le SAT Reasoning Test[5].

Le système de notation dans l'enseignement supérieur libanais et son équivalent

Institution de modèle français	Institution de modèle américain	Équivalent français
16-20	A	Très bien
14-16	A	Bien
12-13,9	B+	Assez bien
11-11,9	B	Passable
10,5-10,9	B-	Passable
10,1-10,4	C+	Passable
10	C	Passable
9-9,9	C-	Insuffisant
1-8,9	D	Insuffisant
0	F	Éliminatoire

L'Université libano-américaine (LAU).

Le financement des études

Les dépenses du gouvernement libanais pour l'enseignement supérieur sont faibles : selon un rapport de la Commission européenne, celles-ci étaient inférieures à 0,5% du PIB en 2012[6]. L'UL est la principale université bénéficiaire des financements publics. Elle est par ailleurs pratiquement gratuite pour les étudiants.

La majorité des étudiants étant inscrits dans des établissements privés, ils doivent s'affranchir de frais de scolarité. Ceux-ci peuvent être très élevés comme à l'Université américaine de Beyrouth[7] et à l'Université Saint-Joseph[8]. Les établissements reposent sur ces frais pour se financer. Les ménages supportent ainsi directement une grande part de la dépense en éducation.

Une dernière source de revenus provient des gouvernements étrangers (en particulier de la France), ainsi que des organisations privées et des groupes religieux qui font des donations aux établissements à caractère religieux.

4- Test standardisé qui vise à évaluer l'aptitude à comprendre et utiliser la langue anglaise.

5- Examen standardisé utilisé aux États-Unis pour l'admission aux universités.

6- http://eacea.ec.europa.eu/tempus/participating_countries/overview/lebanon_tempus_country_fiche_final.pdf

7- En 2019-2020, les étudiants paient entre 626$ et 892$ par crédit dans le premier cycle. Les études de deuxième cycle sont plus onéreuses : http://www.aub.edu.lb/admissions/Pages/TC/index.html

8- En 2017-2018, les étudiants s'affranchissaient de frais d'inscription variant de 4 680$ à 20 700$ par an selon la formation : https://www.usj.edu.lb/pdf/admission/tarifs.pdf

2. La recherche au Liban

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE-LIBAN (CNRS-L)

Créé en 1962, le CNRS-L est sous la tutelle directe du président du Conseil des ministres. Il est l'unique agence publique de recherche au Liban et a pour principale mission d'élaborer la politique nationale en matière de recherche scientifique et technologique. Le CNRS-L vise le renforcement des capacités en recherche et l'appui à l'innovation dans un contexte national de contraintes budgétaires. Dans ce cadre, il porte plusieurs actions phares, telles que le programme de bourses doctorales, le soutien à des projets de recherche ou encore les prix d'excellence. Le CNRS-L travaille en étroite collaboration avec les grandes universités du Liban.

Le Conseil national de la Recherche scientifique-Liban (CNRS-L) est le principal acteur de la recherche au Liban. Son budget est alimenté avant tout par l'État, les prestations qu'il vend, les projets européens et internationaux ainsi que les contributions des universités partenaires via les programmes communs (bourses universitaires et doctorales, et projets de recherche par exemple).

Certaines universités disposent de programmes de financement de recherche propres et des écoles doctorales, telles que l'Université libanaise, l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, l'Université libano-américaine et l'Université Saint-Esprit de Kaslik. Afin d'encourager les investissements dans la recherche, une loi de 2014 oblige les universités à consacrer au moins 5% de leur budget à la recherche. Dans cette perspective, le CNRS-L a pris l'initiative de proposer et de lancer des programmes conjoints de financement de projets de recherche, impliquant les quatre grandes universités citées ci-dessus.

La majorité des universités libanaises expriment leur volonté d'adhérer à de tels programmes. Cette approche suit le même principe que le programme de bourses doctorales qui, depuis 2008, ne couvre plus que les allocations cofinancées avec une université locale (ou un partenaire français). Actuellement, plus de 150 doctorants bénéficient d'une bourse du Centre nationale de la Recherche scientifique (CNRS), une grande partie d'entre eux sont en cotutelles ou codirection avec la France.

Les chercheurs libanais participent également à de nombreux programmes de recherche internationaux, notamment avec l'Union européenne (UE). L'allocation totale de l'UE pour la coopération avec le Liban s'élève en 2019 à 1,3 milliard d'euros de subventions[9]. À ces projets s'ajoute également l'appui du programme franco-libanais CEDRE, financé par le MEES pour la partie libanaise, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) pour la partie française.

L'INSTITUT FRANÇAIS DU PROCHE-ORIENT (IFPO)

L'Ifpo est un centre de recherche en sciences humaines et sociales et un centre d'enseignement de la langue arabe et des langues et civilisations kurdes. L'Ifpo est présent en Irak, en Jordanie, au Liban, dans les Territoires palestiniens et en Syrie. Il fait partie du réseau des Instituts français de recherche à l'étranger (Ifre) et est placé sous la tutelle du CNRS et du MEAE.

Site archéologique de Tyr.

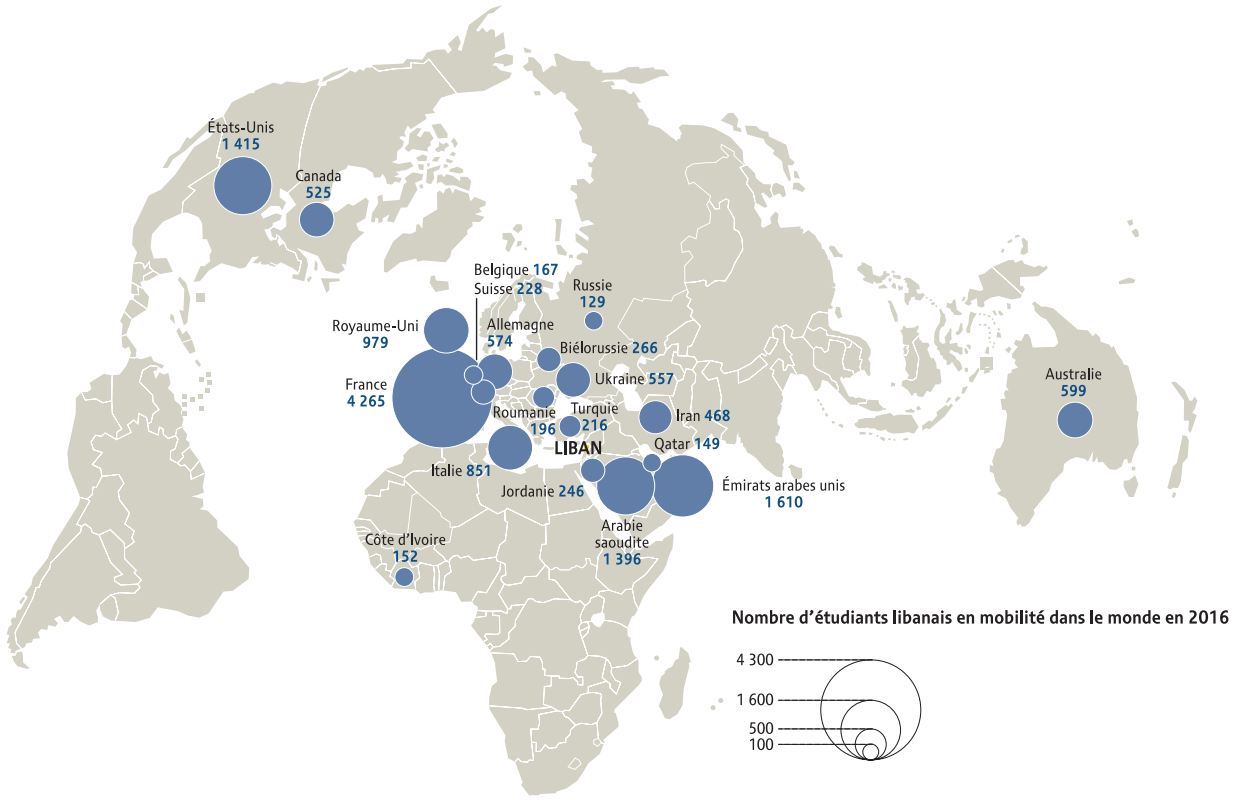
9- Délégation de l'Union Européenne au Liban.

L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBANAIS

Les universités libanaises mènent une politique très active de développement à l'international. Elles ont signé, à ce titre, de nombreuses conventions avec des établissements étrangers notamment français. Au-delà des échanges d'étudiants et d'enseignants, ces partenariats ont donné naissance à de nombreuses cotutelles de doctorat ainsi qu'à des co-diplomations. Outre le partenaire de référence français, les universités libanaises ont développé des accords de coopération avec des établissements d'enseignement supérieur européens (Espagne, Italie, Royaume-Uni et Allemagne), asiatiques et nord-américains. Par ailleurs, des universités comme l'Université libanaise et l'Université Saint-Joseph, font appel à des universitaires étrangers pour enseigner dans des spécialités peu représentées au Liban. Certaines formations, notamment au niveau du master, reposent presque entièrement sur ces intervenants externes.

Plus de 16 000 étudiants libanais se trouvaient en mobilité internationale diplômante en 2016[1]. Ce nombre a augmenté d'environ 19% depuis 2011. La France est la première destination des jeunes Libanais, dont elle accueille un peu plus d'un quart (4 200). Elle est suivie des Émirats arabes unis, qui recevaient 1 600 étudiants libanais en mobilité en 2016, un nombre stable depuis 2015. En troisième position, les États-Unis voient leur nombre d'étudiants libanais accueillis en mobilité augmenter de 8% depuis 2012. C'est en Arabie saoudite (+172), en Australie (+116%) et en Iran (+342%) que l'on observe les augmentations les plus importantes depuis 2011.

La mobilité internationale des étudiants libanais



Source : Données Unesco, extractions juillet 2019.

NB : les cercles sont proportionnels au nombre d'étudiants.

1- Institut statistique de l'UNESCO (ISU), août 2019. Tous les chiffres de cette partie sont issus de l'ISU.

Les Émirats arabes unis, 2e pays d'accueil des étudiants libanais (+35% sur 5 ans)

Les Émirats arabes unis cherchent à attirer des étudiants et des enseignants internationaux et développent leur attractivité notamment en construisant des campus universitaires internationaux. Par ailleurs, l'implantation de l'Université Paris-Sorbonne à Abu Dhabi, seul établissement francophone dans le pays, offre de nouvelles opportunités aux étudiants de la zone : l'université émirienne, dont les programmes relèvent de l'Université Paris-Sorbonne, offre des bourses d'excellence et la possibilité de partir étudier en France.

Les États-Unis, 3e pays d'accueil des étudiants libanais (+8% sur 5 ans)

Les étudiants libanais partant aux États-Unis sont attirés par le prestige des établissements et du modèle étatsuniens. En outre, nombre d'établissements libanais sont basés sur un modèle d'enseignement étatsunien, ce qui peut faciliter les échanges entre les deux pays.

L'Arabie saoudite, 4e pays d'accueil des étudiants libanais (+104% sur 5 ans)

La nette progression de la mobilité des étudiants libanais vers l'Arabie saoudite s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre d'une politique d'attractivité de l'enseignement supérieur saoudien en direction des étudiants internationaux. Le pays a aujourd'hui grandement amélioré son dispositif d'accueil et distribue des bourses généreuses aux étudiants internationaux. Cette attractivité est particulièrement forte dans les pays du Moyen-Orient, mais également auprès des populations de confession sunnite en Afrique et en Asie.

Vue de Beyrouth.

FICHE STATISTIQUE LIBAN

ÉTUDIANTS EN FRANCE(2) 5 665

ÉTUDIANTES(2) 48%

Mobilité internationale (UNESCO)(1)

Population étudiante	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Étudiants au Liban	216 851	212 467	230 278	228 954	216 468	221 146
Étudiants libanais en mobilité internationale	13 004	12 593*	12 544*	13 942*	14 814*	16 114
Soit en % des étudiants libanais	6,0%	5,9%	5,4%	6,1%	6,8%	7,3%

Destinations des étudiants originaires du Liban

Pays d'accueil	2011	2016	% du total 2016	Évolution 2011-2016
1 France	4 813	4 265	26,5%	-11%
2 Émirats arabes unis	1 198	1 610	10,0%	+34%
3 États-Unis	1 434	1 415	8,8%	-1%
4 Arabie saoudite	514	1 396	8,7%	+172%
5 Royaume-Uni	579	979	6,1%	+69%
6 Italie	778	851	5,3%	+9%
7 Australie	277	599	3,7%	+116%
8 Allemagne	ND	574**	3,6%	-
9 Ukraine	448	557	3,5%	+24%
10 Canada	528*	525*	3,3%	-1%

Pays d'accueil	2011	2016	% du total 2016	Évolution 2011-2016
11 Iran	106	468	2,9%	+342%
12 Bélarus	162	266	1,7%	+64%
13 Jordanie	157	246	1,5%	+57%
14 Suisse	147	228	1,4%	+55%
15 Turquie	47	216	1,3%	+360%
16 Roumanie	104	196	1,2%	+88%
17 Belgique	35	167	1,0%	+377%
18 Côte d'Ivoire	ND	152	0,9%	-
19 Qatar	162	149	0,9%	-8%
20 Russie	252	129	0,8%	-49%
TOTAL	13 004	16 114	100%	+24%

*Estimation. **2015. ND : non disponible. Les données concernant la mobilité des étudiants internationaux vers le Liban ne sont pas disponibles.*

Mobilité vers la France (MESRI-SIES)(2)

EN 2017-2018, LA FRANCE A ACCUEILLI 5 665 ÉTUDIANTS LIBANAIS DONT 48% D'ÉTUDIANTES.

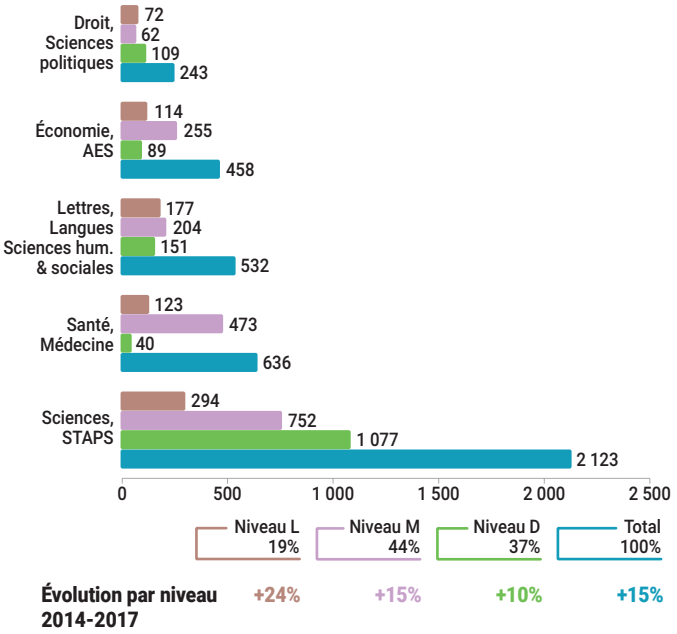
Évolution du nombre de visas pour études délivrés (2014-2017)(3)

Type de visas	2014	2015	2016	2017	Évolution 2014-2017
Total des visas délivrés	1 850	1 715	1 820	2 045	+11%
Dont visas >3 mois	1 525	1 455	1 605	1 775	+16%
Dont visas < 3 mois	330	260	215	270	-18%

Effectifs par type d'établissements (2017-2018)(2)

Type d'établissements	Effectifs	%
Universités	3 992	70%
Écoles de commerce	467	8%
Écoles d'ingénieurs	744	13%
Lycées (BTS, CPGE)	48	1%
Autres établissements	414	7%
TOTAL	5 665	100%

Répartition par discipline et niveau dans les universités françaises en 2017-2018(2)



Sources : (1) Institut statistique de l'UNESCO (ISU), juillet 2019 (2) Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sous-Direction des Systèmes d'Information, des Études Statistiques (3) Ministère de l'Intérieur. Juillet 2019

CAMPUS FRANCE
campusfrance.org

FICHE RECHERCHE

LIBAN

CHERCHEURS : ND
PUBLICATIONS : 2 800

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE[1]

	Données	Année
DIRD* en valeur absolue (milliards $ PPA prix courants)**	**ND**	**-**
DIRD = % PiB (89 mds $)	ND	-
DIRD par chercheur (ETP*** ; milliers $ PPA prix courants)	99	2017

RESSOURCES HUMAINES[1]

	Données	Année
Nombre de chercheurs (public + privé ; ETP)	**ND**	**-**
Part des femmes parmi le total des chercheurs (% ETP)	ND	-
Nombre de chercheurs pour 10 000 habitants	ND	-
Nombre de personnels de R&D (ETP)	**ND**	**-**
Nombre d'étudiants inscrits en doctorat	**4 620**	**2017**
Nombre de diplômés du doctorat dans l'année	ND	-
Part de docteurs parmi les 25 ans et plus	ND	-
Part des femmes dans le nombre de docteurs	ND	-
% des enseignants de l'enseignement supérieur titulaires du doctorat[2]		

PRODUCTION DE LA RECHERCHE

	Données	Année
Nombre de publications scientifiques[3]	**2 800**	**2018**
Nombre total de brevets (OMPI) déposés[4]	ND	-
Médailles Fields[5]	1	
Prix Nobel (toutes catégories)[6]	0	

INTERNATIONALISATION DE LA RECHERCHE

	Données	Année
DIRD financée par l'étranger en %[1]	ND	-
Nombre de co-publications scientifiques internationales[3]	1 789	2018
% de co-publications scientifiques internationales / ensemble[3]	64%	2018
% de co-publications scientifiques avec la France / ensemble[3]	28%	2018
% de doctorants étrangers[8]	**ND**	**-**
Nombre de doctorants du pays en mobilité internationale[7]	2 080	2016
Nombre de doctorants du pays en mobilité en France[8]	1 466	2017-2018

PRINCIPALES FILIÈRES ET AXES DE RECHERCHE

1- Médecine
2- Ingénierie
3- Environnement
4- Économie

PRINCIPAUX SECTEURS D'INVESTISSEMENT DES ÉTRANGERS[2]

1- Télécommunications
2- Construction
3- Tourisme

65e
Classement mondial des publications[3]

28%
de co-publications scientifiques avec la France

4 200
étudiants inscrits en doctorat

1
Médaille Fields

Sources :
1• Institut statistique de l'UNESCO (IUS), données 2016 - 2• Ambassade de France au Liban - 3• Clarivate Analytics - InCites - Données du Web of Science pour 2018 - 4• Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Sont pris en compte les brevets déposés par les résidents et les non-résidents du pays. - 5• International Mathematical Union - 6• Nobel Prize - 7• OCDE - 8• Ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation - SIES
Les données indiquées sont celles de la dernière année disponible.
DIRD : dépense intérieure de recherche et développement. **PPA : parité pouvoir d'achat. * ETP : équivalent temps plein. ND : non disponible.*

LES DISPOSITIFS D'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE AU LIBAN

1. La mobilité des étudiants libanais vers la France

D'après l'Institut statistique de l'UNESCO (ISU), le Liban a envoyé 16 114 étudiants en mobilité internationale pour l'année 2016, soit 7% du nombre total d'étudiants dans le pays. La France était la principale destination des étudiants libanais, avec 4 265 personnes accueillies. Ce chiffre, en légère baisse depuis 2011, est à relativiser : la France demeure de loin le principal pays d'accueil des étudiants libanais.

En 2017, au total, 2 045 visas ont été accordés à des étudiants libanais. Ce chiffre est en hausse depuis 2014 (+11%). Il comprend notamment 1 775 visas délivrés pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois.

Au cours de l'année universitaire 2017-2018, 5 665 étudiants libanais se trouvaient dans les établissements de l'enseignement supérieur français, la grande majorité (70%) étant inscrite à l'université[1]. 13% étaient en écoles d'ingénieur, un chiffre deux fois plus élevé que la moyenne des étudiants étrangers inscrits en France[2]. Certaines écoles ont mis en place des procédures d'entrée spécialisées pour les étudiants d'origine libanaise permettant d'expliquer cette plus forte concentration. C'est le cas de Supélec dont le concours d'entrée du « cycle international » est destiné aux étudiants libanais, marocains ou tunisiens qui n'effectuent pas d'études en France mais qui ont reçu une formation portant sur les programmes des classes préparatoires françaises. Enfin, 8% des étudiants libanais en France sont inscrits en écoles de commerce.

Dans les universités françaises, ce sont principalement les sciences exactes qui attirent le plus d'étudiants libanais en mobilité. Elles comptent 53% des étudiants libanais inscrits dans les universités françaises pour l'année 2017-2018, une grande majorité d'entre eux étant en doctorat. Les disciplines médicales accueillent également une grande partie des étudiants libanais (16%), soit deux fois plus que la moyenne des étudiants étrangers inscrits dans les universités françaises en médecine (8%)[3].

2. La Francophonie et l'enseignement du français au Liban

Caractérisé par son bilinguisme, arabo-français ou arabo-anglais, le système éducatif libanais reste cependant majoritairement francophone. **52% des élèves suivent en effet un enseignement en français.** L'Institut français du Liban, grâce à ses neuf centres répartis sur l'ensemble du territoire, mène des actions de coopération éducative en étroit partenariat avec le ministère libanais de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il vise à améliorer la qualité de l'enseignement en français et à préserver une francophonie scolaire attractive au sein du système éducatif libanais. Si les centres de langue de l'Institut français sont des vecteurs essentiels de valorisation et de promotion de la francophonie, ils sont aussi des outils de diffusion de la culture française.

Lycéens venus présenter le DELF B2 junior à l'Institut français de Beyrouth.

Chaque année, près de 9 000 diplômes de langue française DELF-DALF[4] passent par les centres de langue de l'Institut français du Liban. Dans le secteur privé, l'Institut français du Liban concentre son action sur le développement du label linguistique CELF (Certification des Établissements en Langue Française) et l'implantation du LabelFrancÉducation en proposant à ces réseaux d'enseignement francophone une offre de formation structurante de qualité. Ces réseaux représentent aujourd'hui 67 établissements dont 18 labellisés FrancÉducation en 2019. Ils scolarisent en tout 50 000 élèves.

Le développement d'un environnement culturel francophone en milieu scolaire et universitaire représente un enjeu d'importance pour l'image et la place du français au Liban. Selon la Direction générale de l'Enseignement supérieur, 30% des étudiants de l'UL

1- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sous-Direction des Systèmes d'Information, des Études Statistiques (MESRI-SIES).

2- *Chiffres clés*, Campus France, mars 2019, p.46.

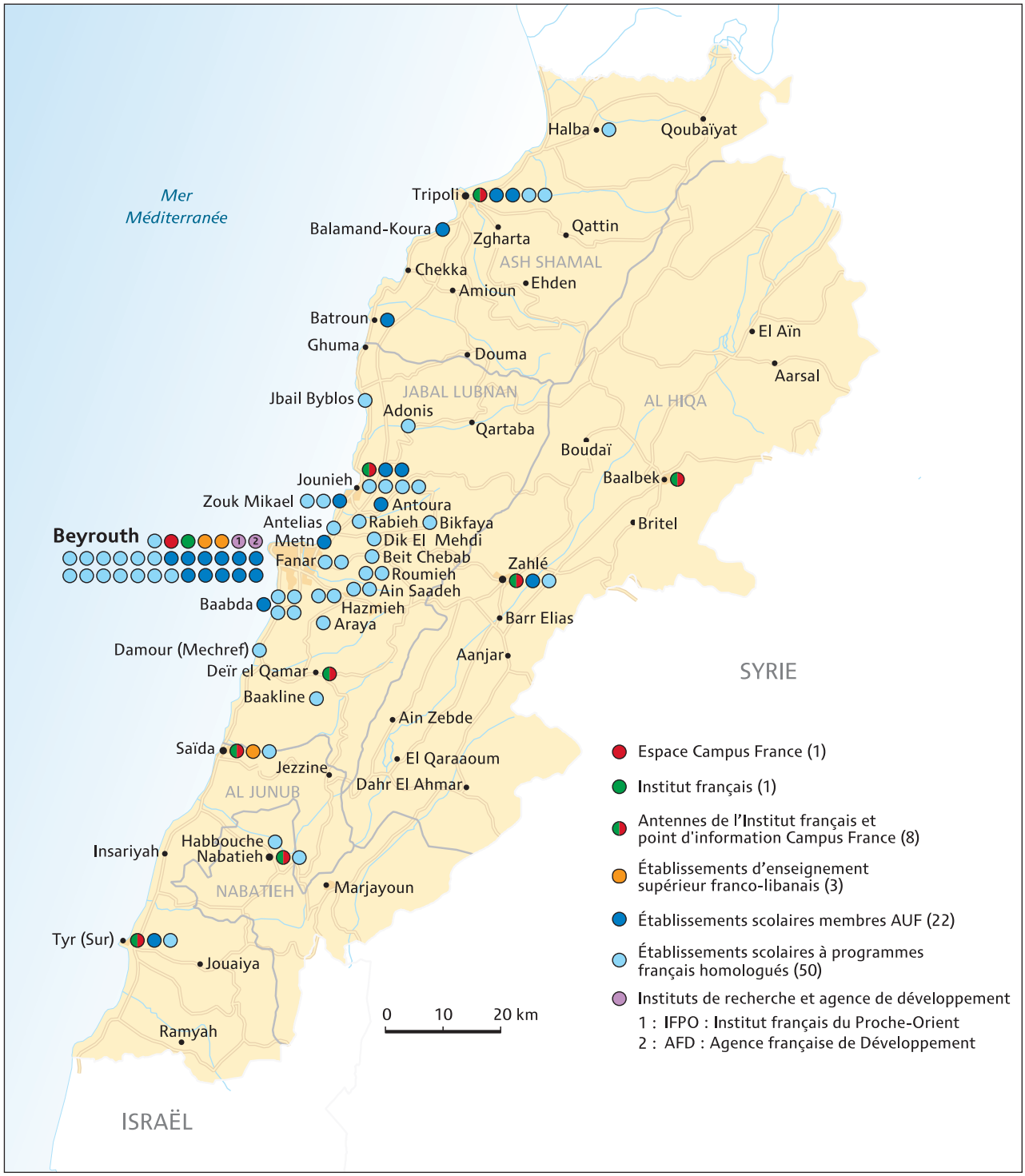
3- *Ibid*, p. 48.

4- Diplômes d'études en langue française – Diplôme approfondi de la langue française.

suivraient des formations entièrement enseignées en français. Cette proportion est encore plus importante dans les universités traditionnellement francophones (Université Saint-Joseph, Université La Sagesse ou encore Université libano-française). Les filières anglophones demeurent cependant très présentes au sein des universités libanaises, et en particulier dans les cursus scientifiques.

3. Le réseau de coopération

Réseau culturel et éducatif français au Liban



Espace Campus France de Beyrouth.

L'Espace Campus France de Beyrouth, situé dans les locaux de l'Institut français du Liban, a été entièrement rénové en 2018. Depuis sa création en 2007, il est en charge d'accueillir les étudiants libanais qui souhaitent poursuivre leurs études supérieures en France, à tous les niveaux de formation (L, M, D, post-docs) et dans tous types d'établissements. À partir de 2010, l'Espace prend également en charge l'accueil des étudiants en provenance de Syrie.

Au sein du réseau des neuf centres de l'Institut français du Liban, des points d'information Campus France ont été mis en place : Baalbeck, Deir El Qamar, Jounieh, Nabatieh, Saïda, Tripoli et Zahlé. Ces centres sont des relais d'information et de promotion auprès du public scolaire et universitaire. Ils aident les étudiants à remplir leur dossier électronique et les assistent dans les différentes démarches. Les activités régulières de l'Espace Campus France au Liban sont :

- l'accueil, information, conseil, orientation et accompagnement des étudiants libanais ;
- le lien avec les services consulaires et les cours de langue ;
- la promotion de l'enseignement supérieur français dans les établissements scolaires et universitaires libanais : salons, portes ouvertes et journées culturelles ;
- la tenue d'un centre d'examen et de concours à la demande des universités françaises, gestion des dossiers de DFMS et DFMSA (concours national d'internat en médecine à titre étranger).

TÉMOIGNAGES D'ÉTUDIANTS LIBANAIS EN FRANCE

Sarah Matta

Ancienne étudiante en génie civil à Sorbonne Universités (Campus Pierre et Marie Curie)

J'ai choisi la France car le français est ma deuxième langue après l'arabe. Avant de partir en France pour mon master, dans le cadre d'un programme d'échange, j'avais déjà réalisé plusieurs stages d'été là-bas. J'ai effectué un master recherche « Modélisation et simulation en mécanique des solides » à l'Université Pierre et Marie Curie, et au début, ça m'a semblé très différent de ce que je faisais à l'Université libanaise : la formation était très théorique. J'avais ainsi l'impression que ce que j'avais étudié au Liban n'avait aucun rapport avec ce que j'apprenais en France. Mais cela n'a pas duré longtemps et je me suis rapidement adaptée au système français. De manière générale, la façon d'enseigner et le type d'examens sont assez similaires. J'ai donc eu de bonnes notes !

J'ai rencontré beaucoup de personnes de différentes nationalités. Le mode de vie parisien est génial : il y a tous les jours de nombreux événements et des concerts. J'en ai profité aussi pour visiter d'autres pays européens. J'ai passé un séjour merveilleux et inoubliable ! Le seul point négatif, c'est le coût élevé de la vie à Paris, et en France en général. J'ai donc dû utiliser toutes mes économies pour pouvoir partir.

Très rapidement, je me suis fait des amis français mais également d'autres nationalités. Je suis retournée en France l'été dernier pendant deux semaines et nous nous sommes revus à cette occasion.

Khalil Boukhdoud

doctorant à l'Université de Poitiers

J'avais d'abord choisi de poursuivre mes études au Liban où les grandes universités proposent des formations d'un excellent niveau. Après mon master en management obtenu à l'École supérieure des Affaires (ESA) au Liban en 2011, j'ai souhaité apporter une spécialisation supplémentaire à mon profil avec un mastère spécialisé en logistiques obtenu à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines en 2013. La qualité de l'enseignement et l'étendue des réseaux professionnels ont pleinement répondu à mes attentes en m'offrant des opportunités d'emplois à l'international. Sur un plan personnel, l'année passée en France m'a fait gagner en maturité et m'a permis de découvrir l'Europe. Mon expérience s'est révélée positive au point d'être prêt à la renouveler : j'ai de nouveau choisi la France et je me suis inscrit en première année de doctorat à l'Université de Poitiers. Je vise désormais une carrière d'enseignant-chercheur.

LA COOPÉRATION BILATÉRALE UNIVERSITAIRE ET SCIENTIFIQUE

On compte à ce jour près de 500 partenariats actifs entre les établissements français et libanais : cela comprend l'octroi de bourses, le partenariat Hubert Curien (PHC) Cèdre, les programmes SAFAR ainsi que les missions et invitations pour le développement de partenariats scientifiques. La coopération franco-libanaise se concentre autour de quatre thématiques principales que sont la médecine, l'environnement, l'ingénierie et le patrimoine.

Historique et pérenne, la coopération universitaire franco-libanaise s'appuie sur plus de 40 co-diplomations possibles. L'Ambassade de France encourage notamment le développement des cotutelles et codirections de thèses franco-libanaises, faisant de la France le premier pays d'accueil des doctorants libanais : à ce jour, 95% des doctorants boursiers du gouvernement libanais inscrits en cotutelle ont choisi la France. En outre, 28% des publications scientifiques au Liban sont co-publiées avec la France.

1. Les quatre axes de la nouvelle stratégie de coopération universitaire et scientifique

En 2019, la coopération universitaire et scientifique a structuré ses collaborations autours de quatre axes stratégiques. Le premier concerne la démarche qualité des universités. Face à l'internationalisation croissante de l'enseignement supérieur et de la recherche, au Liban comme en France les exigences de qualité et de reconnaissance internationale sont de plus en plus fortes. C'est la raison pour laquelle l'Ambassade de France soutient les démarches d'accréditation engagées avec des organismes français (notamment le Hcéres).

Le second axe porte sur l'émergence ou la consolidation de partenariats avec des universités françaises visant, notamment, le développement des co-diplomations. Ces partenariats, déjà nombreux, peuvent encore être renforcés pour viser l'excellence académique et favoriser l'insertion professionnelle des diplômés.

Le troisième axe vise à encourager la circulation des savoirs. Les échanges d'expertise sont un gage de progrès au bénéfice des communautés universitaires et scientifiques françaises et libanaises. Les mobilités et colloques contribuant à cet objectif sont également soutenus.

Enfin, le quatrième axe s'intéresse à la coopération scientifique et à la valorisation de la recherche. En complément du PHC Cèdre, l'Ambassade de France soutient les projets visant à structurer et valoriser la recherche. En outre, le programme SAFAR a été réorienté vers les bourses doctorales et les séjours scientifiques de haut niveau pour jeunes chercheurs.

2. Les instruments de la coopération scientifique

Afin de développer et de soutenir les coopérations scientifiques entre les laboratoires de recherche français et libanais, les gouvernements respectifs ont mis en place en 1996, le PHC Cèdre. Programmes phares de la coopération scientifique bilatérale, les PHC visent la création de réseaux d'excellence et la formation des nouveaux chercheurs via le financement de projets de recherche entre des laboratoires français et étrangers. La gestion est assurée par Campus France.

Placé sous la conduite d'un comité bilatéral composé de deux sous-comités nationaux, il accompagne chaque année près de 20 projets, sur une durée de deux ans. Ce programme a financé plus de 200 projets de recherche et a contribué à l'émergence et à la consolidation de la communauté scientifique au Liban. Il favorise également le renouvellement des élites scientifiques et l'émergence de jeunes équipes de recherche.

L'Ambassade de France et l'Institut français du Liban, en lien avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Ifpo, proposent des bourses SAFAR. Celles-ci financent de courts séjours de recherche en France

Journée « Parlez-moi recherche », organisée en 2019 à l'occasion des 22 ans du PHC Cèdre.

aux étudiants libanais rattachés à des institutions d'enseignement supérieur et de recherche.

Les bourses SAFAR sont centrées sur les doctorants et post-doctorants libanais. Deux types de bourses sont disponibles : les bourses de court séjour scientifique permettant de partir entre un et six mois en France et les bourses doctorales. Celles-ci sont cofinancées par les universités partenaires de l'Ambassade de France. Elles garantissent aux étudiants un financement pendant 36 mois de thèse, dont 18 mois en France. En 2018, 215 000 € ont été consacrés au fonds SAFAR, permettant le séjour en France de 40 chercheurs libanais.

3. Valorisation et structuration de la recherche

La question de la valorisation et de la protection des résultats scientifiques est relativement récente au Liban. On constate une absence quasi complète de mesures de protection des découvertes (brevets, contrats avec partage de la propriété intellectuelle). Afin d'accompagner en ce sens les institutions de recherche, le CNRS s'est engagé dans une démarche qui a abouti à la publication d'une charte pour l'éthique de la recherche scientifique. Ce projet, rédigé en langue arabe, s'attache à la valorisation et aux transferts de technologies.

En 2019, le CNRS collabore également avec l'Ambassade de France pour le développement d'une nouvelle coopération avec les Sociétés d'accélération du transfert de technologies (SATT) françaises. Ce nouveau partenariat permettra le développement des liens entre les entreprises et la recherche au Liban. En effet, la recherche et le développement sont encore trop peu présents dans les stratégies des entreprises libanaises.

L'INCUBATEUR SMART ESA

Soutenu par l'Ambassade de France et la Banque du Liban, fait fructifier l'expertise digitale française et l'esprit entrepreneurial libanais. L'incubateur répond à un double objectif : il contribue à la création d'entreprises et d'emplois au Liban et au rayonnement de la French Tech – l'expertise française innovation numérique.

FRANCE **ALUMNI**.*fr*

France Alumni est le réseau social incontournable des anciens étudiants et des diplômés de l'enseignement supérieur français. Ce réseau, qui compte à ce jour 300 000 membres dans 120 pays, permet à l'alumni de valoriser son expérience en France mais aussi de garder un lien avec la France et la culture française ainsi que de multiplier les opportunités professionnelles.

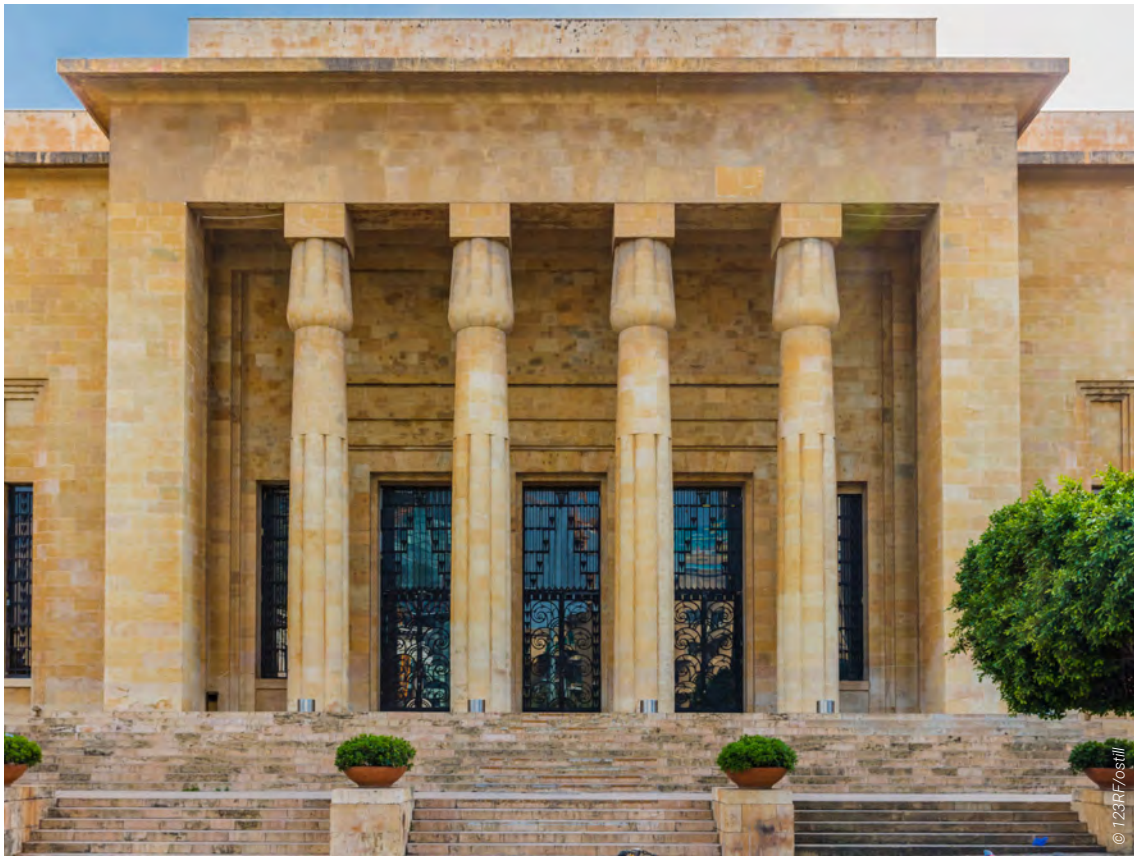
La plateforme France Alumni Liban a été lancée en décembre 2016 et totalise aujourd'hui 4 492 membres.

En 2019, l'Ambassade de France au Liban a créé un réseau d'associations d'Alumni. Les membres de ces associations sont issus de divers établissements français : l'ALIGEF (Association des ingénieurs résidant au Liban et diplômés des grandes écoles d'ingénieurs françaises), HEC Liban, INSEAD, CELSA - La Sorbonne, etc.

Retrouver le site France Alumni Liban :
www.francealumni.fr/fr/poste/liban/

Liens utiles

- Ambassade de France au Liban : https://lb.ambafrance.org/
- Institut français Liban : https://institutfrancais-liban.com/
- Lycées français au Liban : https://www.aefe-proche-orient.net/



Musée national de Beyrouth.

Le *Dossier Liban* est le 48e volume de la collection.

Ces publications offrent un panorama de l'enseignement supérieur local et elles décrivent le dispositif d'attractivité de la France déployé dans le pays.

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Béatrice Khaiat, Directrice générale

COMITÉ ÉDITORIAL

Florent Bonaventure, Serge Borias, Olivier Chiche-Portiche, Raphaëlle Hallier, Olivier Marichalar et Mélanie Recuerda.

RÉDACTION

Campus France : Ariane Bernard et Hugo Zusslin.

Ambassade de France au Liban : Élisabeth Gay, Attachée de coopération universitaire et scientifique, Timothée Chareyre, Chargé de mission coopération universitaire et scientifique.

Campus France remercie tout particulièrement Sarah Matta et Khalil Boukhdoud qui ont accepté de témoigner.

Édition : Ariane Bernard et Camille Longépé
Photos et visuels : droits réservés, AdobeStock, Pixabay, 123RF
Photo de couverture : ©GettyImages - Mohamad Itani
Cartographie : Philippe Rekacewicz
Réalisation : Agence Huitième Jour – Paris
Impression et diffusion : CIA GRAPHIC

Campus France :
Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale
28, rue de la Grange aux Belles – 75010 Paris

www.campusfrance.org

Les Dossiers Campus France sont imprimés sur papier PEFC-FSC issu de forêts gérées durablement.

Septembre 2019

ISSN 2117-8496

LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE AU LIBAN EN CHIFFRES

CHIFFRES MONDE (Unesco, 2016)

221 146
étudiants au Liban

16 114
étudiants libanais en mobilité diplômante dans le monde
+24% depuis 2011

19 621
étudiants internationaux en mobilité diplômante au Liban
-41% depuis 2011

TOP 5 DES PAYS D'ACCUEIL EN MOBILITÉ

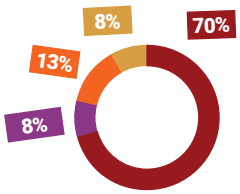
1. FRANCE : 4 265
2. ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU) : 1 610
3. ÉTATS-UNIS : 1 415
4. ARABIE SAOUDITE : 1 396
5. ROYAUME-UNI : 979

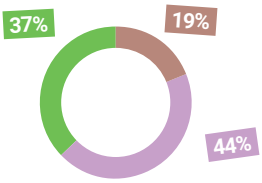
CHIFFRES FRANCE (MESRI-SIES, 2017-2018)

5 665
étudiants libanais en France

♀ 48 %

70% à l'université,
8% en école de commerce, gestion et vente,
13% en école d'ingénieurs,
8% dans les autres établissements



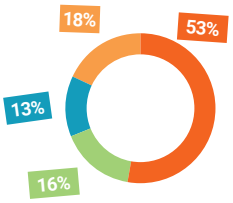


Répartition par niveau :

19% L
44% M
37% D

Répartition par filière universitaire :

Sciences
Santé et médecine
Lettres, langues, sciences humaines et sociales
Autres disciplines



CAMPUS FRANCE
campusfrance.org